



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

20/11/2025

La Résistance palestinienne debout contre le plan colonial de l'ONU !

Le plan Trump adopté à l'ONU

Un plan qui bafoue les droits du peuple palestinien

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté lundi soir à New York une résolution américaine entérinant dans son intégralité le « Plan Trump » pour Gaza, qui bafoue sans vergogne les droits du peuple palestinien. Parmi les horreurs de la résolution, on relève, entre autres, le maintien de l'occupation terrestre de plus de la moitié de la bande de Gaza par Israël !

Cet extrait de l'article 7 de la résolution dit tout cela de manière on ne peut plus claire : « *Une fois que la Force aura pris le contrôle de la situation et l'aura stabilisée, les Forces de défense israéliennes se retireront de la bande de Gaza suivant les modalités, les étapes et le calendrier qui auront été arrêtés en fonction de la démilitarisation et convenus avec la Force, les garants et les États-Unis, à l'exception d'un périmètre de sécurité qui restera en place tant que Gaza ne sera pas dûment prémunie contre tout retour de la menace terroriste.* ».

Comme d'habitude, les Palestiniens sont abandonnés par les États arabes

La résolution a été votée par 13 des 15 membres du Conseil, dont des États arabes et/ou musulmans, comme l'Algérie ou le Pakistan. La Chine et la Russie, membres permanents du Conseil, n'ont pas exercé leur droit de veto, et se sont abstenues.

Pour obtenir le soutien des pays arabe, Trump a accepté de faire figurer une référence à un État palestinien dans le plan adopté. *Le Monde*, qui n'est pas connu pour ses positions favorables à la libération de la Palestine, commente ainsi : « *La référence à un futur Etat palestinien reste vague, lointaine et symbolique.* ».

Pour nous faire croire à une concession importante de Trump, nos *media* mettent en avant les protestations de l'entité sioniste. Ainsi le fasciste Ben Gvir s'est adressé à Netanyahu en lui disant, avant le vote du Conseil de Sécurité : « *S'ils accélèrent la reconnaissance de cet Etat fabriqué, si l'ONU le reconnaît, vous [...] devez ordonner des assassinats ciblés de hauts responsables de l'Autorité palestinienne, qui sont des terroristes à tous les égards [et] ordonner l'arrestation d'Abou Mazen^{III}* ». Celui-ci lui a répondu en rappelant son « *opposition à un Etat palestinien sur quelque territoire que ce soit* ».

L'Algérie, alignée sur l'Autorité palestinienne, a voté pour la résolution de Trump, pour ce plan de domination sur un peuple souverain. Cela n'a rien de nouveau. La plupart des pays arabes et musulmans avaient déjà voté la résolution franco-saoudienne, la soi-disant reconnaissance d'un État palestinien, réduit à un bantoustan désarmé. Seul l'Iran avait, comme le Honduras, refusé de voter.

Le « monde multipolaire » laisse passer la résolution

La résolution légitime le conseil de la paix de Trump, alors que la Russie, dans un contre texte, avait proposé que la force internationale soit sous le contrôle du Conseil de Sécurité. Raison de plus pour « s'étonner » que la Russie n'ait pas mis son veto. Elle remet sur le tapis également le désarmement de la Résistance et ne prévoit pas de gouvernement palestinien, même technique.

Ainsi donc, La Chine et la Russie apparaissent pour ce qu'elles sont : démissionnaires sur la Palestine et l'autodétermination du peuple palestinien. Elles ont laissé passer un plan de domination et d'assujétissement supplémentaire de ce peuple martyrisé, dans l'intérêt de la puissance occupante, l'État colonial sioniste. Si le plan colonial de Donald Trump entre en vigueur, ce sera un coup porté à la résistance palestinienne.

Les choses sont claires. Les impérialistes occidentaux, soutenus par la plupart des États arabes et musulmans et le laisser-faire des impérialistes rivaux de l'Occident, veulent mettre en place un plan de maintien de la colonisation, de soutien à l'entité sioniste génocidaire et de répression de sa Résistance, en laissant d'autres États assumer ce rôle. L'Indonésie, l'Azerbaïdjan, le Pakistan et l'Égypte sont volontaires pour fournir des soldats à cette force, la Turquie, également volontaire, est refusée par les sionistes.

Mais, la Résistance est décidée à continuer son combat. Aucune résolution n'empêchera la seule solution juste d'advenir : l'autodétermination des Palestiniens sur l'ensemble de leur terre.

La Résistance n'accepte pas la soumission

L'une des premières réactions à ce vote inique a été celle du Hamas. Le mouvement de Résistance a notamment déclaré :

« Cette résolution ne répond pas aux revendications et aux droits politiques et humanitaires du peuple palestinien, en particulier dans la bande de Gaza, qui a subi pendant deux ans une guerre génocidaire brutale et des crimes sans précédent commis par l'occupation terroriste sous les yeux du monde entier – dont les effets et les répercussions persistent malgré la déclaration de fin de guerre conformément au plan du président Trump.

La résolution impose un mécanisme de tutelle internationale à la bande de Gaza, ce que notre peuple et ses factions rejettent. Elle impose également un mécanisme visant à atteindre les objectifs de l'occupation, objectifs qu'elle n'a pas réussi à atteindre par son génocide brutal. De plus, cette résolution détache la bande de Gaza du reste du territoire palestinien et tente d'imposer une nouvelle réalité, en rupture avec les principes et les droits nationaux légitimes de notre peuple, le privant ainsi de son droit à l'autodétermination et à la création d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale.

Résister à l'occupation par tous les moyens est un droit légitime garanti par le droit international et les conventions internationales. Les armes de la résistance sont indissociables de l'occupation, et toute discussion relative à l'armement doit demeurer une affaire nationale interne, liée à une démarche politique garantissant la fin de l'occupation, la création de l'État [de Palestine] et l'autodétermination.

Confier des missions et des rôles à la force internationale à l'intérieur de la bande de Gaza, notamment le désarmement de la résistance, revient à la déposséder de sa neutralité et à la transformer en partie prenante au conflit, au profit de l'occupation. Toute force internationale, si elle est déployée, doit l'être uniquement aux frontières pour séparer les forces, surveiller le cessez-le-feu et opérer sous la supervision complète de l'ONU. Elle doit agir exclusivement en coordination avec les institutions palestiniennes officielles, sans que l'occupation n'y joue aucun rôle, et veiller à l'acheminement de l'aide, sans se transformer en une autorité sécuritaire persécutant notre peuple et sa résistance. ».

Interrogé avant ce vote, Abdullah Al-Danan, chargé des relations politiques du FPLP (Front Populaire de Libération Nationale), une des organisations marxistes, confirme les positions et l'état d'esprit de la Résistance palestinienne dans son ensemble.

Voici de larges extraits de cette interview :

« La situation à Gaza est, bien sûr, catastrophique. On compte plus de 70 000 martyrs, plus de 10 000 disparus et plus de 100 000 blessés, dont beaucoup sont amputés. Quant au respect du cessez-le-feu, nous ne faisons pas confiance à cette entité sioniste. Nous n'avons aucune confiance en ses promesses, ni en ceux qui ont garanti cet accord. L'entité sioniste a déjà violé l'accord. [...]

Mais d'autres facteurs empêchent cette entité de poursuivre la guerre à Gaza comme auparavant. Israël n'a atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixé au début de son agression. Pas un seul. Comme Netanyahu l'a lui-même admis à la Knesset, il a payé un lourd tribut à Gaza pour avoir tenté de libérer les prisonniers sionistes. [...]

Nous avons payé ce prix exorbitant avec les vies et les âmes de notre peuple palestinien.

Non, nous ne quitterons pas Gaza et nous n'accepterons aucune autre autorité pour la gouverner. Nous rejetons tout nouveau mandat, même sous prétexte international ou humanitaire, car de tels arrangements ne font que perpétuer le colonialisme contre notre peuple. Le peuple palestinien est lié à sa terre et y est enraciné, quel qu'en soit le prix. Demain à Gaza sera un jour palestinien. [...]

Tant que les terres palestiniennes resteront occupées, la question de la paix sera loin d'être résolue. Comment peut-il y avoir paix quand un peuple vit sous l'oppression et que l'entité sioniste continue de torturer, de tuer et d'emprisonner ?

Depuis 77 ans, la cause palestinienne est influencée par l'évolution de la situation dans les pays voisins, sans toutefois que cela ait un impact décisif. Nous avons espéré que ces pays se lèveraient et combattraient à nos côtés, comme l'a fait le peuple yéménite. La résistance libanaise a tenté de le faire ; elle a sacrifié ses martyrs et risqué la destruction de ses villages pour soutenir Gaza.

Quelle que soit la situation des États qui nous entourent, le peuple palestinien ne renoncera pas à ses droits. [...]

Mais nous possédons quelque chose de plus fort que ces armes, plus fort même que le soutien des États-Unis : le droit et la volonté de résister. C'est pourquoi nous affirmons que la paix ne viendra que lorsque le peuple palestinien pourra vivre en paix. La paix commence en Palestine. [...]

La bataille pour Gaza a renforcé la détermination du peuple palestinien à retourner dans ses villes et villages de Palestine. Aujourd'hui, plus que jamais, nous restons fidèles à notre credo : libérer toute la Palestine, du fleuve à la mer. La cause palestinienne est aujourd'hui la cause la plus importante au monde, et cela donne de la force à notre peuple. L'opinion publique et la conscience du monde se rangent désormais du côté de la Palestine.

L'un des piliers de cette entité était son discours sioniste : se présenter comme une victime, arrivée en Palestine en tant que réfugiée fuyant les persécutions. Ce statut de victime a disparu. Aujourd'hui, c'est le peuple palestinien qui est victime. [...]

Il n'y aura pas de paix tant que le peuple palestinien ne sera pas retourné sur sa terre natale. Notre vision de la paix est que chaque Palestinien rentre chez lui et que le peuple palestinien recouvre les droits qui lui ont été refusés en 1948 par des actes de violence. [...]

La résistance vit dans le cœur du peuple palestinien. Je conclurai par les mots de notre camarade légendaire, l'écrivain Ghassan Kanafani : Soit la Palestine, soit le feu, génération après génération. ».

Du côté de l'entité coloniale sioniste

Les restrictions à l'entrée de l'aide humanitaire

Plus d'un mois après le début du « cessez-le-feu », le 10 octobre, la livraison d'aide humanitaire à Gaza fait toujours l'objet d'importantes restrictions. Non seulement le volume acheminé reste insuffisant, selon les organisations humanitaires, mais l'entrée de nombreux articles reste prohibée. Par exemple, les tentes avec arceaux métalliques, les grands autoclaves (appareils de stérilisation d'outils chirurgicaux), les pièces détachées pour camions-citernes, les bâches en plastique pour les serres, les seringues de vaccination ou les tubercules de pommes de terre sont interdits d'entrée dans la bande de Gaza.

En deux ans d'offensive contre Gaza, ces interdictions n'ont jamais été officialisées par l'organe chargé de coordonner les activités civiles de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés (Cogat). Mais elles ont été observées et recoupées par les acteurs humanitaires impliqués à Gaza et énoncées par des dirigeants de l'État colonial et de l'armée d'occupation. Il existerait des produits à double usage, c'est-à-dire pouvant servir à des fins tant civiles que militaires. Ce prétexte a bon dos, surtout quand on sait que seringues et les tubercules de pomme de terre sont interdits d'entrée.

En réalité le but est de rendre le plus difficile possible la vie des Gazaouis, afin de les inciter à partir.

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) indique que l'entrée d'autres biens par des convois d'aide, comme la viande fraîche ou du matériel éducatif, est empêchée par les autorités israéliennes au motif que ces produits « ne relèvent pas du cadre de l'aide humanitaire. » L'OCHA constate aussi que les produits nécessaires à l'agriculture restent très entravés.

Enfin, parmi les biens qui n'entrent pas à Gaza figurent ceux que veulent apporter des ONG à l'implication ancienne dans le territoire palestinien, mais dont l'enregistrement n'a pas été renouvelé jusqu'à maintenant par les autorités d'occupation. Cela concerne, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, plus de la moitié de la centaine de requêtes (comprenant des demandes de livraison de couvertures) rejetées par l'État colonial sioniste, selon les Nations unies.

La nouvelle procédure d'accréditation exige notamment le partage d'informations détaillées sur le personnel palestinien de ces organisations. Il s'agit, pour les génocidaires de mettre au pas les ONG qui ont témoigné deux ans durant du calvaire enduré par les Gazaouis.

L'affaire de la déportation vers l'Afrique du Sud

Un dispositif de l'entité sioniste de déplacement forcé, soigneusement camouflé, vient de se révéler. L'État colonial génocidaire a fait sortir des Palestiniens de Gaza à travers un réseau organisé, opaque et parfaitement structuré : faux bureaux ; fausse « association humanitaire » ; vols charters facturés jusqu'à 2.700 dollars ; et, surtout, pas un seul tampon de sortie de l'État sioniste pour ces passagers. Un détail qui dit tout : on ne parle pas d'un voyage légal, mais d'un transfert clandestin orchestré par l'occupant lui-même. L'avion, rempli de Gazaouis sans documents valides, atterrit à Johannesburg. Les autorités sud-africaines suspendent la procédure, le temps de comprendre pourquoi un avion entier de Palestiniens “sans sortie officielle d'Israël” arrive sur leur sol. Puis Pretoria finit par leur accorder 90 jours.

Et pendant ce temps, la machine médiatique sioniste tente de retourner l'affaire en faisant circuler un récit simple et mensonger : des Palestiniens auraient été “refusés” par l'Afrique du Sud, alors que ce qui apparaît au grand jour, c'est un programme sioniste de nettoyage ethnique masqué, emballé en “migration volontaire”. Une association fantôme dirigée par un Israélo-Estonien, non enregistrée nulle part, funambulant entre l'armée d'occupation et un trafic d'exil. Un influenceur palestinien utilisé pour encourager les départs. Un “Bureau

d'émigration volontaire" du ministère israélien de la Défense qui recommande ce réseau à l'armée. Rien dans cette opération n'est improvisé. Rien n'est humanitaire. Tout est organisé pour pousser un peuple entier hors de sa terre et le faire disparaître de Gaza, sans laisser de trace administrative.

Il s'agit bien de déplacement forcé, c'est-à-dire de déportation, et de nettoyage ethnique.

Ce que révèle le vote du Conseil de Sécurité

Les masques tombent de manière claire. Le Hamas, par la voix de son dirigeant OssamaHamdan, a fait savoir que la Résistance avait contacté, avant le vote, la Chine, la Russie et plusieurs autres États membres du Conseil de Sécurité. Plusieurs organisations de la Résistance leur ont ainsi fait parvenir des *memoranda* sur la situation, leur demandant de voter contre la résolution de Trump.

Le ministre des Affaires étrangères d'Algérie a justifié le vote pour de son pays par le fait que leurs références sont l'OLP et l'Autorité palestinienne. Houari Boumediene et d'autres doivent se retourner dans leur tombe. Abbas n'a aucune légitimité pour représenter les Palestiniens, c'est un *compradore*, un valet de l'État colonial sioniste, un harki. **L'Algérie avait une longue tradition de soutien à toutes les luttes anticoloniales, elle vient de lui tourner le dos.**

Pour ce qui est de la Chine et de la Russie et du blanc-seing qu'elles ont accordé à Trump, cela nous éclaire sur le soi-disant monde multipolaire dont certains, y compris dans le mouvement communiste, nous rebattent les oreilles. **Ce sont simplement des puissances impérialistes rivales du bloc impérialiste occidental. Et cette rivalité ne s'exprime vraiment que quand les intérêts directs des puissances impérialistes rivales des USA sont touchés, comme en Ukraine ou à Taïwan. La Russie a mis son veto à plusieurs reprises pour des résolutions concernant la Syrie baasiste. Il ne s'agit pas ici de dire que ce n'était pas juste. Mais nous savons que les intérêts de l'impérialisme russe étaient en cause, leur base à Tartous suffit à le comprendre. Pour la Palestine, il n'en est rien.**

Quant à la Chine, qui a accueilli l'année dernière une réunion de 14 organisations palestiniennes et, dans le discours, est un ardent défenseur de la Palestine, nous avons éclairé il y a quelques temps sur ses liens économiques avec l'entité sioniste. **Ce refus du veto indique bien qu'il n'y a rien à attendre d'aucune puissance impérialiste, quand bien même elle serait un adversaire affirmé des USA. Le temps où il existait un camp socialiste qui soutenait les luttes anticoloniales est révolu. Et le monde multipolaire est une vaste fumisterie.**

En conclusion

Plus que jamais, avec les menaces que fait peser sur la Palestine l'adoption du plan Trump par le Conseil de Sécurité de l'ONU, le chemin juste est celui d'une position anticolonialiste, anti-impérialiste, de soutien à la libération nationale, qui prenne en compte la réalité de la situation : la cause que nous défendons est en train de gagner.

Le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même, sa Résistance, et l'immense solidarité internationale. L'Etat colonial sioniste est désormais au ban des nations. Il a, pour le moment échoué à terminer le génocide et à vaincre la Résistance armée. La solidarité internationale doit maintenant se poursuivre et s'amplifier. Soyons bien convaincus que si l'impérialisme doit reculer en Palestine, ce sera un atout de plus pour le faire reculer en France et partout ailleurs !

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, des actions et un discours clair, anticolonialiste, anti-impérialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il est impossible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'entité coloniale d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix.

Nous avons plus que jamais besoin de construire un rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».

^[1] Abou Mazen : Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité Palestinienne